



| | |
|------------------------------|---|
| Genre de document : | Projet de modifications |
| N° du document : | 62-103 |
| Objet : | Projet de modifications sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés |
| Date de publication : | 22 mars 2010 |
| Entrée en vigueur : | 30 avril 2010 |

PROJET DE MODIFICATIONS MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 62-103 SUR LE SYSTÈME D'ALERTE ET QUESTIONS CONNEXES TOUCHANT LES OFFRES PUBLIQUES ET LES DÉCLARATIONS D'INITIÉS

1. Le paragraphe 1 de l'article 1.1 de la Norme canadienne 62-103 sur le *système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés* est modifié :

1° par l'insertion, après la définition de « institution financière », de la suivante :

« « instrument financier lié » : un instrument financier lié au sens de la Norme canadienne 55-104 sur les *exigences et dispenses de déclaration d'initié*; »;

2° par l'insertion, après la définition de « catégorie », de la suivante :

« « changement significatif dans une position sur un instrument financier lié » : à l'égard d'une entité et d'un instrument financier lié, directement ou indirectement, à un titre d'un émetteur assujetti, tout changement dans l'intérêt ou les droits de l'entité dans l'instrument financier lié ou dans ses obligations relatives à celui-ci qui a un effet analogue, sur le plan financier, à une augmentation ou à une diminution d'au moins 2,5 % de son pourcentage de participation dans une catégorie de titres comportant droit de vote ou de titres de participation de l'émetteur assujetti; ».

2. L'article 9.1 de cette règle est modifié :

1° au paragraphe 1 :

a) par le remplacement de « 3) et 4) » par « 3, 3.1 et 4 »;

b) par le remplacement, à l'alinéa a, de « pourcentage actuel de participation » par « pourcentage de participation actuel »;

c) par l'insertion, après l'alinéa *a*, du suivant :

« *a.1)* la déclaration visée à l'alinéa *a* indique, outre l'information requise :

i) tout intérêt de l'investisseur institutionnel admissible dans un instrument financier lié à un titre de l'émetteur assujetti dont son pourcentage de participation actuel ne tient pas compte;

ii) les modalités importantes de l'instrument financier lié; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 3.1) Malgré le paragraphe 1, l'investisseur institutionnel admissible qui dépose des déclarations selon les règles du système d'alerte ou selon la partie 4 à l'égard d'un émetteur assujetti ne peut se prévaloir de la dispense prévue à ce paragraphe que s'il traite tout changement significatif dans une position sur un instrument financier lié comme un changement dans un fait important pour l'application de la législation en valeurs mobilières concernant les règles du système d'alerte ou l'article 4.6 de la présente règle. ».

3. L'Annexe A de cette règle est modifiée :

1° par le remplacement de « Sous-alinéa 1(b.1)iii) du *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) » par « sous-alinéa *iii* de l'alinéa *k* du paragraphe 1 de la définition de « distribution » prévue par le *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) »;

2° par l'insertion de ce qui suit après « (Terre-Neuve) » :

« TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Paragraphe *c* de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1(1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Territoires du Nord-Ouest)

YUKON

Paragraphe *c* de la définition de « placement » prévue au paragraphe 1(1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Yukon) ».

4. L'Annexe D de cette règle est modifiée :

1° vis-à-vis de ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, par le remplacement de « Articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale 62-104 sur les *offres publiques d'achat et de rachat* » par « Article 11 du Securities Act (Île-du-Prince-Édouard) et articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat »;

2° vis-à-vis de TERRITOIRES DU NORD-OUEST, par le remplacement de « Articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale 62-104 sur les *offres publiques d'achat et de rachat* » par « Article 11 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Territoires du Nord-Ouest) et articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale 62-104 sur les *offres publiques d'achat et de rachat* »;

3° vis-à-vis de YUKON, par le remplacement de « Articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale sur les *offres publiques d'achat et de rachat* » par « Article 11 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Yukon) et articles 1.8 et 1.9 de la Norme multilatérale 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat ».

5. La présente règle entre en vigueur le 30 avril 2010.